



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun



ACCORD-CADRE 2025-02

**Prestations de maintenance installations
de chauffage, de ventilation et de climatisation**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives de l'UC-IRSA fera foi

Pouvoir adjudicateur :

UC-IRSA - Union de caisses-Institut inter-Régional pour la Santé

Benoît REMARS

45 rue de la Parmentière

B.P 122

37521 LA RICHE

Procédure établie en application :

Du code de la commande publique défini par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, Du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes

Table des matières

Article 1.	PRÉSENTATION DE L'ORGANISME	4
Article 2.	OBJET DU MARCHÉ	5
Article 3.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
a.	Préambule	5
b.	Parties contractantes de l'accord-cadre	5
c.	Représentant du prestataire et liste nominative du personnel	5
d.	Représentant du prestataire et liste nominative du personnel	6
e.	Election de domicile	6
f.	Langue applicable au marché	6
g.	Allotissement	7
h.	Durée	7
i.	Lieux d'exécution et dates de démarrage des prestations	7
Article 4.	IDENTIFICATION DU MARCHÉ	8
a.	Type de marché public	8
b.	Type de procédure	8
c.	Montant maximum	8
Article 5.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
Article 6.	MODALITÉ D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	9
Article 7.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	10
a.	Délais initiaux	10
b.	Prolongation des délais	10
Article 8.	VERIFICATION DES PRESTATIONS	10
a.	Operations de vérifications	10
b.	Garantie des prestations exécutées	11
c.	Prestations non conformes	11
Article 9.	PRIX DU MARCHÉ	12
a.	Forme et contenu du prix	12
b.	Modalités de variation des prix	12
Article 10.	MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES	13
a.	Paie ment des prestations forfaitaires	13
b.	Paie ment des prestations hors forfait	13
c.	Présentation des demandes de paie ment	13
d.	Délai Global de paie ment	13
Article 11.	PENALITÉS	14
Article 12.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	15

Article 13.	CLAUDE DE RÉEXAMEN	15
a.	Modifications relatives au titulaire	15
b.	Suspension de prestations	16
c.	Suppression de prestations	17
d.	Modification des prestations	17
e.	Modifications liées à la survenance d'un événement imprévisible et extérieure aux parties	17
f.	Suspension d'exécution à la demande du titulaire	18
Article 14.	RÉSILIATION DE L'ACCORD CADRE	19
a.	Conditions de résiliation de l'accord cadre.....	19
b.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
c.	Résiliation sans faute du titulaire	19
d.	Résiliation pour faute aux torts du titulaire	20
e.	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation	20
f.	Effet de la résiliation	20
g.	Demandes indemnitaires	20
Article 15.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	20
Article 16.	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	21
Article 17.	SOUS TRAITANCE et COTRAITANCE	21
a.	Demande de sous-traitance.....	21
b.	Dispositions applicables aux sous-traitants	22
c.	Cotraitance	23
Article 18.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	23
Article 19.	SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ	23
Article 20.	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	24
Article 21.	RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES	24
a.	Responsabilités	24
b.	Assurance	25
Article 22.	DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION.....	25
Article 23.	JUSTIFICATIFS EXIGÉS DU TITULAIRE	26
Article 24.	PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC	27
Article 25.	RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES	27
Article 26.	RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES	28

Article 1. PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

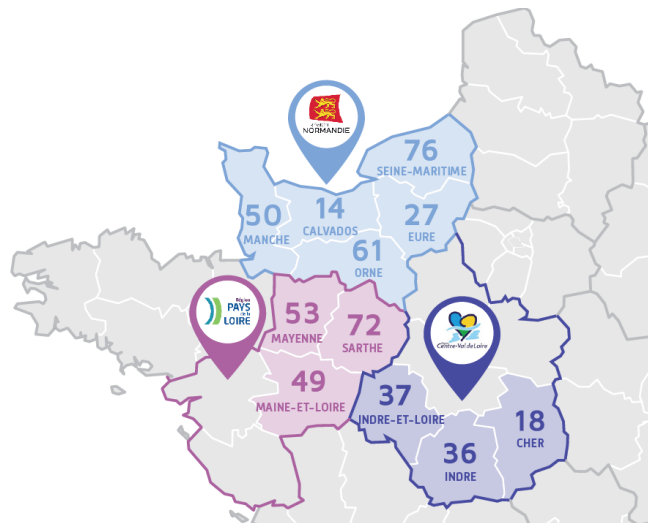
L'UC-IRSA est un ÉTABLISSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE et constitue un groupe inscrit dans le réseau national des centres d'exams de santé.

L'UC-IRSA est un Organisme de la Sécurité Sociale et partenaire essentiel et à part entière de l'assurance-maladie, l'Institut inter Régional pour la Santé pilote 12 centres d'exams de santé au sein desquels sont réalisés des exams de prévention en santé, pour le compte de douze CPAM réparties sur trois régions.

L'UC-IRSA est constituée d'équipes pluridisciplinaires et complémentaires composée de près de 260 personnes :

- Professionnels de santé
- Equipes administratives
- Personnels de laboratoire

Les activités réalisées par l'UC-IRSA sont multiples :



12 Centres d'exams de santé

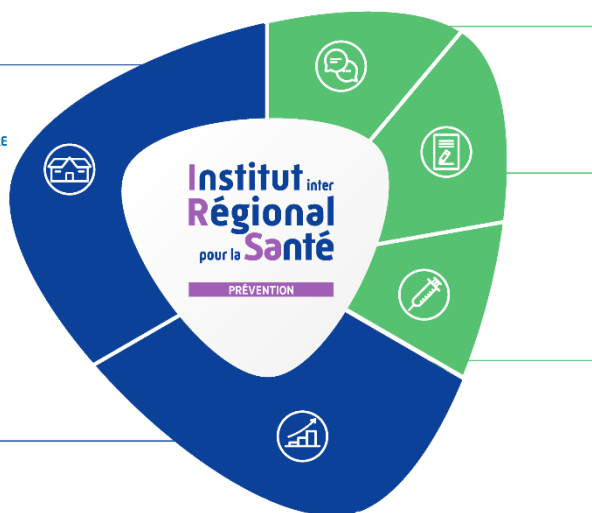


Exams de Prévention en Santé

Autres actions de santé

Participation à la cohorte Constances

Calvados
Indre-et-Loire
Sarthe



CeGIDD*

Orne
Manche

CLAT**

Indre
Indre-et-Loire
Manche

Centres de vaccination

Cher
Indre

L'examen de prévention en Santé (EPS) est pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie et sans avance de frais, et il permet aux assurés du régime général de plus de 16 ans de :

- Faire le point sur leur santé en individuel ;
- Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles ;
- S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins coordonné ;
- Bénéficier d'orientations dans le système de santé, pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées en concertation avec son médecin traitant.

Une attention particulière est portée aux populations en situation de précarité et au repérage ciblé des populations les plus à risque.

Ces examens apportent aux médecins traitants un soutien dans l'orientation vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

Article 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet, la réalisation de prestations de maintenance préventive et curatives des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation des différents sites de l'UC-IRSA.

Les prestations à effectuer ont pour finalité de maintenir les équipements dans de bonnes conditions de fonctionnement.

Article 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a. Préambule

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP). Elles devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières.

Les fréquences d'intervention spécifiées pour les prestations de maintenance préventive, ne sont constitutives, pour le prestataire, que d'un engagement minimum.

b. Parties contractantes de l'accord-cadre

L'UC-IRSA - Union de caisses – Institut inter-Régional pour la Santé, désignée dans les documents de marché par l'expression « Pouvoir Adjudicateur », d'une part et représentée par :

Monsieur Benoît REMARS
Directeur de l'UC-IRSA
45 rue de la parmentière
B.P 122 - 37521 LA RICHE

L'Opérateur Economique de fournitures courantes et services, désigné dans les documents de marché par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

Tous les marchés sont signés pour l'UC-IRSA par sa Directrice ou par ses délégataires.

Le comptable assignataire chargé du paiement des factures est :

Monsieur Yves GINARD
Directeur Comptable et Financier de l'UC-IRSA
45 rue de la parmentière
B.P 122 - 37521 LA RICHE

Il lui sera remis les pièces contractuelles du marché pour séquestre.

c. Représentant du prestataire et liste nominative du personnel

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire désignera son équipe d'exploitation qui le représentera auprès du pouvoir adjudicateur ou de ses délégataires.

Par ailleurs, le prestataire fournit au pouvoir adjudicateur la liste nominative des personnels œuvrant intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste, communiquée également avant tout démarrage d'exécution est mise à jour à chaque modification de personnel.

En cas de remplacement du personnel désigné à l'exécution des prestations par du personnel remplaçant, le prestataire est tenu d'informer l'UC-IRSA cinq jours avant le changement et de fournir les justificatifs attestant d'un niveau de qualification, d'ancienneté et de compétences du personnel remplaçant au moins équivalent à celui du personnel remplacé.

d. Représentant du prestataire et liste nominative du personnel

Le personnel affecté par le prestataire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous son autorité, sa direction et sa surveillance exclusive.

Le personnel du prestataire est cependant soumis aux règlements intérieurs du pouvoir adjudicateur, en particulier aux règles d'accès, de circulation, d'hygiène et de sécurité qui lui seront communiquées avant le début des prestations.

Seuls devront être utilisés par le personnel du prestataire, les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les éventuelles zones non autorisées par le pouvoir adjudicateur.

Le prestataire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel de l'entreprise réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Le personnel du prestataire se verra remettre avant le démarrage des prestations les documents et règlements internes à l'UC-IRSA concernant ces aspects.

e. Election de domicile

Le prestataire doit aviser l'UC-IRSA de tout changement le concernant, dans les cas suivants :

- Changement de domicile ou de raison sociale (statut de l'entreprise ou fusion) survenu en cours d'exécution du marché, il devra fournir un extrait KBIS du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales et Juridiques,
- Changement du compte de règlement des factures : le prestataire devra rédiger un courrier stipulant qu'il veut être payé à un compte différent de celui indiqué sur l'acte d'engagement et joindre à cet effet un relevé d'identité bancaire ou postal correspondant au nouveau destinataire.

f. Langue applicable au marché

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis et livrables associés, tous documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les éventuelles réunions de suivi seront également assurées en langue française.

g. Allotissement

N° du lot	Désignation du lot
1	Equipements de Chauffage, de traitement de l'eau et installations de distribution hydrauliques des circuits chauds
2	Equipements de ventilation, de climatisation, de traitement de l'air et les groupes de production de froid, d'eau glacée et leurs réseaux de distribution

h. Durée

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date qui sera stipulée dans le document de notification. Pour indication, les dates de démarrage envisagées pour chaque équipement sont indiquées à l'article suivant.

Le marché est reconductible tacitement. Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 1 an. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir Adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au prestataire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut reconduction du marché.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les prestations continuent à s'exécuter jusqu'au terme du marché en cours.

i. Lieux d'exécution et dates de démarrage des prestations

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date qui sera stipulée dans le document de notification. Pour indication, les dates de démarrage envisagées pour chaque équipement sont indiquées à l'article suivant.

L'exécution des prestations s'effectuera sur les différents sites de l'UC-IRSA, aux adresses suivantes :

Département 18	485 route de Varye, 18230 Saint-Doulchard
Département 37	45 rue de la Parmentière, 37521 La Riche
Département 49	2 rue Marcel Pajotin, ZAC Saint-Léonard, 49000 Angers
Département 50	70 rue du Buot, 50009 Saint-Lô
Département 76	160 rue Massillon, 76600 Le Havre

Les heures ouvrées sur les différents sites sont de 08h00 à 17h00.

Pour chaque site, la date de démarrage des prestations est fixée au 28 Juillet 2025.

Article 4. IDENTIFICATION DU MARCHÉ

a. Type de marché public

Le présent marché public est un marché de service au sens de l'article L 1111-4 du code de la commande publique, consistant en un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant sans minimum mais avec un maximum en valeur uniquement et exécuté par l'émission de bons de commande lors de la survenance des besoins, par application des articles R2162-2 et 4 du code de la commande publique.

b. Type de procédure

La présente consultation est passée en application de de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée en application des articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

c. Montant maximum

Le montant maximum du marché est fixé à 89999 € HT prestations forfaitaires et bons de commande inclus.

Article 5. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **Les annexes de l'acte d'engagement.**
 - Annexe 1 : Annexe financière
 - Annexe 2 : Cadre de Réponse Technique
 - Annexe 3 : Projet de plan d'entretien préventif.
 - Annexe 4 : Délais d'intervention
 - Annexe 5 : engagement de la clause de développement durable
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.**
 - Annexe 1 : Descriptif des installations techniques
 - Annexe 2 : Plans des installations du site Saint Doulchard
 - Annexe 3 : Plans des installations du site Saint Lo
 - Annexe 4 : Plans des installations du site La Riche – Bâtiment Principal (2000)
 - Annexe 5 : Plans des installations du site la Riche – Bâtiment annexe (2009)
 - Annexe 8 : Plans des installations du site Angers
 - Annexe 9 : Plans des installations du site Le Havre
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification.**
- **Le livret de sécurité du prestataire**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services**
- **L'offre technique et financière du titulaire incluant son mémoire technique et toutes ses annexes.**

- **Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (Rapports d'intervention, planning d'intervention, Tableaux de bords de suivi, compte rendus de réunion, etc.).**

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales, etc.) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles. Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux dispositions des documents régissant le marché, est réputée non conforme.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Article 6. MODALITÉ D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Pour la première année d'exécution, la date de début des prestations débute à la date qui sera communiquées dans les documents de notification, valant bon de commande pour le démarrage du marché.

Pour les périodes suivantes, un bon de commande sera émis chaque année à la date anniversaire.

Pour les prestations ne rentrant pas dans le cadre des prestations forfaitaires prévues au titre du présent marché, un bon de commande spécifique établi sur la base d'un devis du prestataire, sera transmis pour acter la décision de l'UC-IRSA et notifier l'ordre de service de lancement des prestations concernées par le bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés dans un délai minimum de 15 jours ouvrés avant la date souhaitée d'intervention.

Les bons de commandes portent les mentions suivantes :

- La référence de l'accord-cadre (numéro, date),
- Le nom et l'adresse du prestataire,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- La dénomination et/ou le nombre de prestations à exécuter,
- Le lieu d'exécution des prestations,
- La périodicité à respecter,
- Les dates et heures d'interventions.
- La durée du bon de commande le cas échéant pour les renouvellements périodiques de maintenance,
- Les coordonnées de la personne responsable du site concerné, à contacter éventuellement,
- Le montant H.T. et T.T.C des prestations à exécuter,
- Le taux de tva,
- L'adresse de facturation.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix indiqués dans les annexes de l'acte d'engagement et signés par le pouvoir adjudicateur ou son délégataire ou sur la base des devis transmis par le prestataire pour les prestations ne rentrant pas dans le cadre du forfait.

Ils seront adressés au prestataire par courriel ou déposés sur la plateforme de gestion du titulaire si cette dernière permet cette fonctionnalité. A réception ce dernier devra matérialiser la prise en compte de la commande par retour de courriel. La date de cette confirmation de réception du bon de commande tient lieu de date de notification.

A compter de la date de notification du bon de commande, le prestataire dispose d'un délai de 48 heures pour présenter ses réserves de toute nature qui pourront éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, le prestataire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

L'exécution des bons de commande pourra se poursuivre au-delà de la validité de l'accord-cadre, pour le seul cas des opérations spécifiques non comprises au forfait, nécessaires pour garantir le fonctionnement optimal des équipements concernés, ne pouvant être achevées au terme du marché en cours et ne pouvant être reportées sur un prochain contrat.

Tout bon de commande de maintenance corrective hors forfait notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit donc être exécutée dans sa totalité. Passé le délai de validité de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Article 7. DÉLAIS D'EXECUTION

Pour la première année d'exécution, la date de début des prestations débute à la date qui sera communiquées dans les documents de notification, valant bon de commande pour le démarrage du marché.

a. Délais initiaux

Pour la partie forfaitaire, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont ceux prévus par le candidat dans son offre, délai devant être inférieurs ou égaux à ceux indiqués à l'article 7.a du CCTP.

Pour les prestations de maintenance curative hors forfait, soumises à validation de devis, les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande sur la base des délais indiqués par le candidat dans son devis et dans la limite des délais de remise en état si nécessité de pièces non stockées conformément aux disposition prévues à l'article 7.a du CCTP.

b. Prolongation des délais

Dans le cas de remplacement de pièces non stockées et soumises des délais d'approvisionnement particulièrement longs, l'UC-IRSA pourra accorder des délais supplémentaires dans la mesure où le prestataire pourra justifier d'au moins 3 devis de fournisseurs indiquant le même ordre de délai d'approvisionnement.

Par ailleurs, en dehors du cas mentionné ci-dessus, une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 8. VERIFICATION DES PRESTATIONS

a. Operations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison de fournitures ou de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22, 23 et 24 du CCAG –F.C.S.

Les prestations de maintenance préventive sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. L'absence du prestataire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Il incombe au prestataire de procéder à ses propres autocontrôles pour obtenir le niveau de qualité contractuel. Il cherchera de façon continue l'organisation optimale des méthodes de travail à mettre en œuvre pour assurer une qualité de service tant au niveau des résultats qu'au niveau de la satisfaction des occupants.

Le pouvoir adjudicateur peut contrôler à tout moment la quantité et la qualité des prestations exécutées si nécessaire avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé. Dans ce cas, les frais de vérification sont à la charge de l'UC-IRSA.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, des pénalités seront appliquées au titulaire selon les dispositions du présent CCAP.

Chaque intervention du prestataire fait l'objet d'une réception et d'une vérification de la conformité des prestations par les services de l'UC-IRSA. Les prestations sont reçues lorsqu'elles sont intégralement terminées, y compris les tâches annexes, telles que mises à jour de plans ou schémas, de la documentation technique, et la remise en état des lieux.

En cas de problème, le représentant du prestataire sera averti par les services de l'UC-IRSA pour envisager une action complémentaire.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision de rejet ou d'admission des prestations dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG –F.C.S.

b. Garantie des prestations exécutées

Le délai de garantie est de 12 mois après les opérations de maintenance ou de mise en conformité.

Tout matériel fourni et posé par le prestataire sera garanti par ce dernier une année, pièces et main-d'œuvre, à compter de sa mise en service.

S'il s'avère, au cours d'une intervention, qu'une pièce ou matériel, autre que celui incriminé, est détérioré par suite d'une mauvaise manipulation du prestataire, la pièce ou matériel sera à la charge du titulaire, y compris le temps supplémentaire d'intervention.

c. Prestations non conformes

Dans le cas de prestations non conformes ou insuffisantes, le pouvoir adjudicateur peut mettre le prestataire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 48 heures (quarante-huit heures) à compter de la réception de lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le prestataire ne peut assurer la prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut pourvoir aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au CCAP.

Les pénalités prévues continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette prestation à la place du prestataire.

Si la carence du prestataire se prolongeait durant plus d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra de plein droit, huit jours après l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée de mise en demeure, exiger la résiliation pure et simple du marché.

Les pénalités ou droits de résiliation ne sont pas applicables, en cas de force majeure, en cas de dommages dus à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pu naturellement empêcher ou durant les délais normaux de réparation des installations définies d'un commun accord entre le titulaire et l'UC-IRSA.

Article 9. PRIX DU MARCHÉ

a. Forme et contenu du prix

Il s'agit d'un marché à prix mixtes.

Les prix de l'accord cadre sont les prix forfaitaires, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF) pour les prestations forfaitaires (par site et/ou bâtiment et par typologie d'équipements), et unitaires sur devis spécifique pour tout autre prestation non comprise au forfait.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord cadre.

Les prix forfaitaires ou unitaires sont réputés complets. Ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures, consommables et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

La pose et la main d'œuvre sont comprises au forfait de maintenance préventive pour les opérations de maintenance préventive et au forfait de maintenance corrective pour les opérations de maintenance corrective. Il va de même pour les déplacements, d'hébergement et de restauration.

Les consommables et petites pièces d'usure dans le cadre d'une utilisation normale sont compris dans le marché sans limitation de montant (lubrifiant, joints, fluides, courroies, filtres, garnitures, voyants, composants électroniques, fusibles, etc.). En cas d'installation en hauteur nécessitant la mise en place de moyens spécifiques (échafaudage, nacelle), ces moyens sont à la charge du prestataire.

Dans le cadre de la maintenance corrective, les pièces dont le montant unitaire hors taxes (pièce seule hors pose et hors main-d'œuvre) est supérieur à 200 € HT ne sont pas comprises dans le forfait de maintenance corrective et soumises à transmission d'un devis, dans les conditions prévues à l'article 9.c du CCTP.

En complément de l'article 10.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu du prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôles effectués par le mandataire, y compris les impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances du pouvoir adjudicateur et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

b. Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisables chaque année à compter de la date anniversaire de la notification.

Trois mois avant chaque l'échéance annuelle de révision, les nouveaux prix applicables au marché seront communiqués par le prestataire d'une manière permettant de déterminer la date et l'heure de la réception par l'UC-IRSA. En cas d'absence de transmission d'un nouveau tarif selon les modalités décrites ci-dessus, les derniers tarifs validés resteront applicable sur la prochaine période annuelle.

Par ailleurs, la variation des prix entre deux périodes de révision devra être limitée au taux d'inflation Française (évolution de l'Indice des prix à la consommation), dont la valeur sera contrôlée sur le site de l'INSEE (Taux de glissement annuel constaté au mois de transmission du nouveau tarif révisé).

Les prix de base de règlement ainsi déterminés restent fixés entre chaque révision.

Article 10. MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES

a. Paiement des prestations forfaitaires

Les périodes de facturation devront se référer à des trimestres civils, à terme échu.

Si la notification du marché est intervenue en cours de mois, la première facturation couvrira la période s'étendant entre la date de notification du marché et le dernier jour du trimestre civil durant lequel la notification est intervenue. Les autres périodes seront facturées par trimestre entiers. La dernière facturation couvrira la période s'étendant entre le premier jour du dernier trimestre et la date de fin du marché.

b. Paiement des prestations hors forfait

Pendant la durée du marché, L'UC-IRSA pourra demander au titulaire des prestations hors forfait. Ces interventions feront l'objet de devis et d'émission de bon de commandes spécifiques.

Ces prestations spécifiques feront l'objet d'un paiement à terme échu après réalisation et admission des prestations ou réception des fournitures commandées.

c. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement devront être adressées par courriel exclusivement, transmis à l'adresse suivante :

factures@uc-irsa.fr

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement directement au titulaire du marché qui la transmettra à l'UC-IRSA après vérification des prestations facturées.

d. Délai Global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, et après admission complète des prestations ou réceptions des fournitures commandées.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11. PENALITÉS

Les pénalités indiquées au présent article sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable. Ces pénalités ne font pas obstacle à une éventuelle procédure de réfaction de prix, avec laquelle elles peuvent se cumuler.

Titre de la pénalité	Modalités d'application	Montant
Indisponibilité des équipements maintenus	En cas d'indisponibilité ¹ des équipements maintenus au titre du présent marché, au-delà du délai de remise en état accordé pour la garantie de temps de rétablissement	15 % du montant trimestriel HT de la prestation de maintenance du site concerné par heure de retard, dès la première heure de retard constatée
Retard en maintenance préventive et curative Tous types d'équipements	En cas d'absence de non-respect de l'échéancier annuel des visites préventives ou de visite préventive réalisée partiellement par rapport à la périodicité prévue au marché.	5 % du montant trimestriel HT de la prestation de maintenance du site concerné par heure de retard, dès la première heure de retard constatée
Retard dans la production ou la mise à jour des documents d'exécution	En cas de non-respect des délais prévus pour la production de l'ensemble des livrables attendus dans le cadre de marché et spécifiés dans les pièces contractuelles : Rapports et des compte rendus d'intervention, plannings annuels de maintenance, rapports de prise en charge et d'audit, devis hors forfait, registre de maintenance, etc. En cas de non mise à jour des documents de suivi de production sur site (cahier chaufferie, registre de sécurité, de maintenance, etc.)	5 % du montant trimestriel HT de la prestation de maintenance du site concerné par jour de retard, dès le premier jour de retard constaté
Pertes ou retards causées au fonctionnement de l'UC-IRSA	En cas de perte ou retard dans le fonctionnement des services de l'UC-IRSA, consécutive à une faute, même légère, ou négligence de l'entreprise, en cas d'arrêt des installations brutal sans respect du délai de prévenance prévu au CCTP, en cas d'arrêt forcé de l'activité UC-IRSA, d'avarie de prélèvements biologiques ou d'équipements techniques du laboratoire en cas panne non résolue ne permettant pas le maintien des températures de consigne de cette zone critique.	Selon le montant réel du préjudice subi et lié aux retards causés dans le fonctionnement de l'UC-IRSA
Perte des moyens d'accès	En cas de perte du badge ou des clés mises à disposition	Cout réel de remplacement de l'ensemble des équipements impactés par cette perte + pénalité forfaitaire de 20 € HT

Non-respect des autres modalités et conditions d'intervention	<p>En cas d'outillage utilisé inadapté, dangereux, en cas de tenue vestimentaire sale, négligée ou non conforme aux dispositions contractuelles, en cas de comportement incorrect ou inapproprié vis-à-vis des agents UC-IRSA ou du public reçu.</p> <p>En cas d'absence d'un responsable du titulaire à une réunion organisée par l'UC-IRSA (réunion de préparation, comité de pilotage, réunion ponctuelle suite dysfonctionnements récurrents, etc.)</p> <p>En cas d'intervention en dehors d'horaires définis d'un commun accord avec l'UC-IRSA, en cas de remplacement des techniciens prévus au marché sans validation et accord préalable de l'UC-IRSA, en cas de technicien non formé aux équipements maintenus ou ne possédant pas les compétences requises pour garantir le bon fonctionnement des équipements maintenus de manière pérenne</p>	50 € HT par constat
Dégradations	En cas de dégradation des équipements ou installations de l'UC-IRSA survenues dans le cadre de l'intervention du titulaire	Cout réel de remise en état
Travail dissimulé	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié.	10 % du montant TTC du marché, dans la limite du montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en la matière

Article 12. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire au titre des articles L 2191-8 et R 2191-45 et suivant du code de la commande publique.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement re-matérialisée et certifiée conforme à l'original pourra être remise au titulaire du marché sur demande. Cette copie portera la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

Les cessions de créance doivent être notifiées à Monsieur le Directeur Financier de l'UC-IRSA en recommandé avec accusé de réception.

Article 13. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Le présent marché ne pourra être modifié que dans les conditions spécifiquement prévues par la présente clause de réexamen et énumérés dans les articles suivants.

a. Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent,
- Une copie de l'annonce légale,
- Les attestations fiscales,
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger,
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail,
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise,
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire,
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire,
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés, datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire,
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

b. Suspension de prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers, etc.) suite à des travaux, à un déménagement pour cause d'inoccupation des locaux, pour cause de pandémie ou toute autre situation motivée.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son délégataire devra en cas de fermeture programmée, en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date de la fermeture temporaire du site (sauf en cas de force majeure devant entraîner une fermeture imprévue).

En cas d'urgence impérieuse ou de pandémie imposant la fermeture du site, le titulaire sera informé sans délai à compter du moment où l'UC-IRSA aura eu la consigne de fermer le ou les sites concernés et la suspension de prestations prendra effet dès que la notification aura été faite.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision indiquant :

- Le motif de la suspension,
- Les prestations qui seront suspendues,
- La période de suspension (date de début et date de fin),
- Le montant des prestations correspondantes issu du BP (ou d'un devis du prestataire) à déduire du prix forfaitaire.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

c. Suppression de prestations

Dans le cadre de sa politique d'implantation immobilière, ou pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'UC-IRSA pourra être amenée au cours d'exécution du marché à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans l'accord-cadre, notamment en cas :

- De transfert d'activité d'un site UC-IRSA vers un site hébergé dans une CPAM
- De changement de la politique d'implantation territoriale
- Suppression des équipements techniques objet du marché

Dans ce cadre et pour permettre au titulaire d'organiser cette fin d'activité, l'UC-IRSA respectera un préavis de 3 mois minimum pour alerter le titulaire en cas de suppression de site. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur visant à :

- Supprimer les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces du marché (CCTP, Annexes techniques etc.).
- Diminuer le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour le ou les sites concernés par la suppression ou pour le ou les équipements concernés par la suppression.

d. Modification des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- Suite à des travaux réalisés dans les locaux.
- En cas de remplacement des équipements objet du marché.

Les modifications concernées seront les suivantes :

- Nature des prestations à réaliser.
- Ajout de nouveaux sites à prendre en charge

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications sur site existant des surfaces de sol à nettoyer ou des surfaces de vitrerie, représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Lors d'une modification de site, le pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

Le prestataire devra informer et accompagner son personnel dans les changements induits par toute modification des prestations et surfaces à prendre en compte.

e. Modifications liées à la survenance d'un évènement imprévisible et extérieure aux parties

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande Publique (CCP). Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'UC-IRSA.

S'il est envisagé de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'UC-IRSA se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'UC-IRSA démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'UC-IRSA vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'UC-IRSA, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'UC-IRSA et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'UC-IRSA:

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

f. Suspension d'exécution à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'UC-IRSA et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'UC-IRSA précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'UC-IRSA se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'UC-IRSA. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'UC-IRSA d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Article 14. RÉSILIATION DE L'ACCORD CADRE

a. Conditions de résiliation de l'accord cadre

L'UC-IRSA peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Sous réserve de l'application des articles du présent C.C.A.P, les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En dehors des cas listés dans les articles suivants, la résiliation pourra être également prononcée unilatéralement et sans indemnité :

- En cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à Article 13.a du présent C.C.A.P ;
- En cas de non-respect répétés des dispositions contractuelles ;
- Si après mise en demeure du titulaire, les défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R2142 et R2143 du code de la commande publique, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par le pouvoir adjudicateur, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

b. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

c. Résiliation sans faute du titulaire

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

d. Résiliation pour faute aux torts du titulaire

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS, l'UC-IRSA se réserve le droit de résilier un bon de commande ou le marché pour faute du titulaire en cas :

- De retards répétés dans l'exécution des prestations
- De défaut qualités répété dans l'exécution des prestations
- D'absence régulière de mise en œuvre des actions correctives attendues
- D'absence de réalisation des prestations,
- Du non-respect de la clause de sécurité, confidentialité et protection des données personnelles prévue au C.C.A.P
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'Article 23 du présent document.
- En cas d'entrave à l'exercice du droit de contrôle de l'UC-IRSA,
- Ou pour tout autre comportement fautif du titulaire.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur le fait que toute défaillance matérialisée par l'envoi de 3 lettres recommandées sur une période de 6 mois d'exécution, pourra entraîner ipso facto la résiliation du marché.

e. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'UC-IRSA prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

f. Effet de la résiliation

En dehors des cas de résiliation prévus aux points b, d et e, ci-dessus la notification de la décision de résiliation du marché n'affecte pas les commandes en cours d'exécution.

En cas de résiliation prévue aux points b, d et e, ci-dessus, la notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation du ou des bons de commande en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général (Point c), le titulaire a droit à une indemnisation **des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées**.

g. Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'UC-IRSA par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Article 15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de refus d'exécution du marché par le titulaire, l'UC-IRSA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire du marché résilié en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire devra reprendre à ses frais exclusifs, dès le terme du marché, l'ensemble de son matériel (distributeur, charriot, produits etc...).

Article 16. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les modalités de contrôle sont définies aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 23 et à l'article 24 du CCAG-FCS, les prestations sont réputées admises au-delà de 72h à compter de la fin de l'exécution de celles-ci.

Article 17. SOUS TRAITANCE et COTRAITANCE

a. Demande de sous-traitance

La sous-traitance est autorisée pour l'exécution des prestations objet du présent marché public, mais la sous-traitance totale est interdite. Les prestations essentielles décrites au règlement de consultation de chacune des prestations commandées au titre du présent marché devront être réalisées directement par le titulaire.

En application des dispositions fixées à l'article L2193 et R2193 du code de la commande publique, les sous-traitants et les conditions de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément de la part de du pouvoir adjudicateur. Le Titulaire adressera à l'UC-IRSA une déclaration conforme au modèle DC4 mis à disposition par le ministère de l'économie, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception.

L'entreprise principale demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'UC-IRSA des prestations sous-traitées. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entreprise principale qui conclut le contrat de sous-traitance. L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir, les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes.
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles 3.6 et du CCAG-FCS.

Le document DC4 est téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

L'UC-IRSA doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'UC-IRSA est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'UC-IRSA lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

b. Dispositions applicables aux sous-traitants

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- L'organisation précise de la prestation et les relations entre les parties.
- Les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.
- Les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite au pouvoir adjudicateur, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant – qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur – est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Tel que l'indiquent les articles R2193-11 et 12 du code de la commande publique:

- Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au service Budget Logistique de l'UC-IRSA.

En cas d'accord, le titulaire adresse au sous-traitant la facture validée accompagnée d'une attestation indiquant la somme à régler par l'UC-IRSA. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement de la sous-traitance. Le titulaire reprend dans cette facture les éléments financiers de ses propres prestations et les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Service Budget Logistique de l'UC-IRSA, tel que précisé à **l'Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP.

Cette demande est accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé réception ou récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande où de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le Service Budget Logistique adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

L'UC-IRSA procède au paiement du sous-traitant dans un délai de 30 jours.

Ce délai court à compter :

- De la réception par le Service Budget Logistique de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ;
- Ou de l'expiration du délai de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni refus ;
- Ou encore de la réception par l'UC-IRSA de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

c. Cotraitance

Dans le cadre de ce marché, les opérateurs économiques étant autorisés à se porter candidat en groupement, conformément à l'article R2142-27 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur exige que le suivi d'exploitation, le pilotage opérationnel et la facturation soient effectuées par le mandataire du groupement, qui devra être solidaire.

Article 18. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, les pénalités prévues à l'ARTICLE 8.3 lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UC-IRSA informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UC-IRSA la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

Le pouvoir adjudicateur transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UC-IRSA, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 19. SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ

Par le terme « Information Confidentielle » les parties contractantes entendent toute information et toute donnée, sous quelque forme et de quelque nature qu'elle soit, incluant notamment tout document écrit ou imprimé, tout échantillon, modèle, toute connaissance protégeable ou non, se rapportant aux activités du pouvoir adjudicateur ou du titulaire, ainsi que le savoir-faire et les connaissances propres, communiquées par le pouvoir adjudicateur au titre du marché.

Le titulaire devra s'engager à respecter les règles de sécurité de l'UC-IRSA. Le « Livret de sécurité prestataire » et l'acte contractuel de confidentialité, seront à signer par le titulaire.

Chacune des parties contractantes, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra à l'autre partie les seules informations confidentielles qu'elle juge nécessaire à la poursuite des objectifs du contrat. Les parties contractantes s'engagent à ce que les informations confidentielles qui leur sont transmises :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles ;
- Ne soient communiquées de manière interne qu'aux seuls membres de leur personnel ayant besoin de les connaître en vue de la seule réalisation du marché ;
- Ne soient pas utilisées, dans d'autres objectifs que ceux définis par le contrat ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées sans autorisation écrite et spécifique de la partie qui les a transmises.

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, transmises par une partie devront être restituées à cette dernière dans un délai de huit (8) jours à compter de sa demande.

Les parties contractantes n'auront aucune obligation et ne seront soumises à aucune restriction eu égard à toutes les informations confidentielles dont elles peuvent apporter la preuve :

- Qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur communication ou après celle-ci par un tiers de bonne foi;
- Qu'elles sont déjà connues de celles-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans leurs dossiers ;
- Qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restriction ni violation du marché ;
- Que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la partie de qui elles émanent ;
- Que la divulgation est requise par toute loi ou décision de justice.

La communication d'informations confidentielles au titre du marché, ne confère à la partie qui les reçoit aucun droit quelconque, et sans que la liste soit exhaustive : droit de propriété, droit d'usage, droit de cession. Il est précisé que cette obligation s'applique au sous-traitant, à charge au titulaire du marché d'informer le sous-traitant de ces obligations de confidentialité et de s'assurer de leur respect.

Nonobstant la résiliation ou l'échéance du marché, les engagements pris au titre du présent article resteront en vigueur pendant cinq ans à compter de l'expiration ou de la résiliation du marché.

Article 20. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les parties contractantes s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

Chaque des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (information auprès des personnes concernées, registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

Article 21. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

a. Responsabilités

Les dommages de toute nature et notamment les perturbations causées au fonctionnement de l'UC-IRSA qui en résulteraient ou qui seraient son fait ou de toute personne intervenant pour son compte, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire, sauf faute lourde et entièrement imputable à L'UC-IRSA.

Tant que les fournitures et matériels restent la propriété du titulaire, celui-ci est seul responsable des dommages subis par ces fournitures et matériels laissés sur les sites de l'UC-IRSA. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur à la prestation du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans la prestation qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des tiers.

Le titulaire assume la responsabilité du dépositaire conformément aux articles 1927 et 1928 du Code civil et supportera les conséquences du cas fortuit à l'égard des produits et moyens que lui confie l'UC-IRSA. Le titulaire est responsable de la maintenance de ces produits et moyens.

b. Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir, pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire devra fournir annuellement à l'UC-IRSA, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour les éventuels dommages causés dans le cadre de la prestation confiée.

Cette attestation devra indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité et elle devra être adressée au plus tard 8 jours après l'expiration de la précédente période assurée.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 22. DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'UC-IRSA les modifications survenant postérieurement à la remise de son offre définitive et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et, plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Il en est de même :

- De toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurance couvrant les responsabilités évoquées au présent CCAP ;
- De toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information à l'égard de l'organisme.

Le titulaire reconnaît également être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment de recommandation envers l'UC-IRSA.

A ce titre, le titulaire s'engage à fournir à l'UC-IRSA l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché. Le titulaire informe l'UC-IRSA de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent marché.

A ce titre, il s'engage, notamment, d'une manière générale à :

- Répondre, dans un délai ne pouvant excéder 5 jours ouvrés à compter de la saisine, à toute demande de renseignement émanant de l'organisme et lui communiquer conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Demander à l'UC-IRSA toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;

D'une manière générale, le titulaire s'engage à déployer tous les efforts utiles pour obtenir les meilleurs résultats possibles et attendus au titre du présent accord-cadre.

Article 23. JUSTIFICATIFS EXIGÉS DU TITULAIRE

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :

- a. Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 143.15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- b. Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a. ou au b. du 2° datant de moins de six mois ;

2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois;
- b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou, au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du code du travail.

4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D 8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus au service Achats de l'UC-IRSA dont les coordonnées seront communiquées au titulaire de chaque lot, dès la notification du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'Article 14 du présent document.

Article 24. PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'UC-IRSA chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'UC-IRSA toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt les pénalités prévues à l'Article 11.

Article 25. RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES

L'UC-IRSA et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'UC-IRSA et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197 du code de la commande publique. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal judiciaire de Tours
2 PLACE JEAN-JAURES
37928 TOURS CEDEX 9
0247602660

Le candidat qui souhaite déposer un recours informera utilement l'UC-IRSA à l'adresse suivante :

marches@uc-irsa.fr

Article 26. RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché déroge aux CCAG -FCS notamment sur les articles suivants :

Articles des CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du contrat par lesquels sont introduites ces dérogations	Modification portant sur l'objet suivant :
14.1.3	Article 11	Exonération des pénalités
36	Article 15	Exécution aux frais et risques
41	Article 14	cas de résiliation pour faute
23	Article 16	Vérification et admission des prestations
9.2	Article 23	Production des attestations d'assurance